

La diffusion aux adhérent-e-s du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

Réseau syndical euromaghrébin : rencontre de Marseille

La réunion qui s'est tenue dans les locaux de Solidaires 13 à Marseille a rassemblé des délégations du Maroc (ODT et comité syndical de Voie démocratique), d'Égypte (syndicat autonome des impôts fonciers et CTUWS), d'Espagne (CGT), d'Italie (USI), de France (CNT, Solidaires). Les camarades des syndicats autonomes d'Algérie n'ont pu venir, à cause de la forte répression à laquelle ils font face actuellement. Nous avons décidé d'écrire plusieurs communiqués de soutien et de mener ensemble plusieurs actions :

Algérie : une délégation internationale, dans laquelle l'Union syndicale Solidaires sera représentée, se rendra dès que possible en Algérie, pour marquer notre solidarité avec les syndicalistes autonomes. Il y a urgence, car l'état répressif se resserre...

Maroc : une autre délégation de notre réseau rencontrera prochainement les grévistes de l'Office Central des Phosphates qui luttent depuis septembre 2009, pour la réintégration des 850 mineurs licenciés abusivement, le respect des droits syndicaux au sein de l'OCP et ses filiales, la libération immédiate des syndicalistes inculpés. Nous prévoyons aussi notre présence le 16 mai, lors de l'action menée chaque année par l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc.

Tunisie : la motion de solidarité reprise plus bas résume les décisions prises.

Nous avons consacré une part de la réunion à la discussion avec les camarades d'Égypte. Le représentant du CTUWS a situé l'action de son association qui soutient celles et ceux qui luttent pour les droits sociaux. **Le camarade du syndicat autonome des impôts fonciers nous a expliqué la grève qui a conduit à l'évènement historique qu'est la création d'un syndicat indépendant du pouvoir égyptien.** Nous reviendrons dans un prochain bulletin sur cette expérience très riche.



Par ailleurs, cette réunion nous a servi à régler quelques problèmes pratiques et politiques : mise en place d'une liste mail de travail, possibilités d'élargissement du réseau, et aussi changement du nom (méditerranéen ?) pour prendre en compte les camarades d'Égypte. Nous envisageons de tenir la **prochaine réunion vers mi-juillet, en Algérie.**

Solidaires des militants tunisiens

Le réseau constitué par les organisations syndicales et associatives suivantes, CGT (Espagne), CTUWS (Égypte), Syndicat autonome des impôts fonciers (Égypte), CNT (France), Solidaires (France), ODT (Maroc), Comité syndical Voie démocratique (Maroc), USI AIT (Italie) **se félicite de la sortie de prison des condamnés de Gafsa.** Elles y voient le résultat des mobilisations organisées en Tunisie et au niveau international. Mais les jugements n'ont pas été pour autant annulés et les condamnés risquent à tout moment de retourner en prison. Ceux qui sont fonctionnaires n'ont pas retrouvé leur emploi. Pire, le journaliste Fahem Boukadous, qui avait été condamné par contumace, vient d'écopier le 4 janvier dernier de 4 ans de prison. **C'est pourquoi nous exigeons pour toutes les victimes des procès de Gafsa l'annulation pure et simple des jugements et la réintégration dans leur poste de travail.**

Les organisations soussignées exigent par ailleurs **l'annulation des jugements des 17 militants de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET),** condamnés à des peines d'un à trois ans de prison pour une action purement syndicale se limitant à une occupation symbolique et pacifique d'un bâtiment administratif pendant une demi-journée.

Elles exigent **également la libération et l'annulation des peines prononcées contre le journaliste Ben Brik** : les médias doivent pouvoir jouer leur rôle d'information et non pas être contraints de relayer la propagande du pouvoir.

Pour toutes ces raisons, **les organisations signataires participeront aux différentes initiatives internationales de solidarité envers les militants tunisiens victimes de la répression.**

Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

Le CRID est un collectif de 54 associations françaises de solidarité internationale. Il publie notamment un bulletin mensuel, dont voici le dernier éditorial :

2010, la Solidarité internationale comme sortie de crise... Cette année démarre avec de grandes échéances que les sociétés civiles comptent bien cibler pour maintenir une pression aussi forte que celle qu'elles ont exercées tout au long de la préparation du rendez-vous de Copenhague. Premier objectif : les élections régionales qui, dès le mois de mars, nous offrent un espace pour ancrer encore plus la solidarité internationale dans les territoires.

Dans le cadre du processus des forums sociaux mondiaux, l'année 2010 va être rythmée par plus de 30 initiatives. Autant d'occasions de faire connaître les alternatives réfléchies pour sortir de la crise dans toutes ses dimensions. Cela commencera par un rendez-vous important à Porto Alegre, où se tiendra du 25 au 29 janvier un séminaire à l'occasion des 10 ans du lancement de ce processus. Puis viendront le forum sur la crise des civilisations à Cuzco, le forum des Etats-Unis en juin à Détroit, et le Forum social européen à Istanbul début juillet.

2010 c'est aussi les 10 ans de la signature par 191 pays des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), avec la nécessité de rappeler les engagements pris à cette occasion pour la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

La France a par ailleurs décidé de faire de 2010 l'année de la célébration du cinquantième des indépendances des Etats africains, qui amèneront là encore une forte prise de parole des mouvements et organisations, en mettant en première ligne les initiatives de nos partenaires africains.

Enfin, le CRID et ses membres concrétiseront leur engagement pour que la solidarité internationale soit au cœur des agendas politiques à l'occasion de l'Université d'été qui aura lieu du 7 au 10 juillet, à Bordeaux-Pessac sur le thème : « *Ecologie, social, libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises* ».

Des dates à inscrire d'urgence sur votre agenda !



www.crid.asso.fr

Russie : un an après l'assassinat de S. Markelov et A. Babourova

L'Union syndicale Solidaires est signataire de cet appel, aux côtés de Convoi syndical pour la Tchétchénie, Comité Tchétchénie, Assemblée Européenne des Citoyens, Cedetim, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Ligue des Droits de l'Homme, NPA, Les Verts, Parti de Gauche, etc.

Alors que va s'ouvrir l'année de la Russie en France, nous, militants de la solidarité internationale, syndicalistes, militants associatifs, défenseurs des droits de l'Homme ou amis de ceux et celles qui défendent leurs droits dans la Fédération de Russie, et dans le Caucase, appelons à un rassemblement à Paris contre les assassinats politiques, à l'instar des initiatives prises en Russie au même moment.

Il s'agit pour nous de protester à cette occasion contre les répressions, assassinats, agressions, qui ont fait de trop nombreuses victimes pendant l'année qui vient de se dérouler. Entre autres : Stanislav Markelov, avocat défendant les militants des mouvements sociaux, des syndicats et plus généralement des droits de l'Homme en Fédération de Russie, Anastassia Babourova, journaliste à Novaïa Gazeta assassinés le 19 janvier 2009, ainsi qu'au cours des derniers mois : Feodor Filatov, Ivan Khoutorskoi, Nicolas Grichenko, Serguei Nikolaev, Bair Sambuev, Zarema Sadoulaeva de l'ONG tchétchène « *Sauvons notre génération* » et son mari, Natalia Estemirova, membre du bureau de Memorial à Grozny ...

Nous voulons rappeler à cette occasion que **des bandes armées, des milices paramilitaires, des agresseurs racistes continuent d'agir en toute impunité, que l'Etat est responsable de plusieurs de ces faits, et quand ce n'est pas le cas, que la justice, la police par leur inaction et leurs mensonges, sont les complices de ces agissements.** Aucune « *année de la Russie* » ne saurait faire l'impasse sur une telle situation.

Nous apportons notre soutien à ceux qui luttent pour que les criminels soient poursuivis et les instigateurs des crimes jugés. Nous nous opposons avec eux aux atteintes portées aux droits syndicaux et aux libertés fondamentales. Nous dénonçons la répression et la criminalisation de la société civile qui s'étend dans la Fédération de Russie et le Caucase du Nord, à l'ombre de « *l'année de la Russie* » que le gouvernement français va célébrer.

L'autre Davos : dans les résistances s'ébauche un autre monde

Les 29 et 30 janvier, se tient la dixième édition de l'Autre Davos. Deux jours de débats rassemblant des militant-e-s d'organisations syndicales, associatives, de nombreux pays. L'Union syndicale Solidaires est invitée, notamment pour intervenir dans trois débats : « pourquoi un nouveau syndicalisme », « la privatisation des transports publics », « la privatisation des services postaux ».

En 2007 éclatait la première grande crise du capitalisme mondialisé. En 2008 et au début 2009, les grands médias officiels et les institutions internationales des dominants n'hésitaient pas à faire référence à la grande dépression de 1930. Les Etats des dominants consacrent des centaines de milliards de dollars pour assister des banques, des assurances et des grandes firmes. Cette vaste opération de socialisation des pertes privées qui sera payée, en dernière instance, par les salarié-e-s contribuables. Et demain, les dépenses sociales seront encore plus restreintes, au nom de la lutte contre les « déficits publics ». Fin 2009, la presse parle d'une relance, tout en ajoutant qu'elle est fragile. Et pour cause. Le chômage atteint déjà des records historiques. Et 2010 s'annonce encore plus sombre. Or, les données officielles ne tiennent pas compte de celles et ceux qui ont « renoncé » à chercher un emploi ou qui se voient imposer des emplois précaires avec des salaires de misère. Gouvernements et institutions internationales (OCDE, Banque mondiale, FMI) vantent les mérites de « l'éducation » pour lutter contre la pauvreté, le chômage et assurer la « compétitivité » des pays. Résultat : les systèmes de formation et d'éducation sont de plus en plus socialement sélectifs et conformes aux besoins étriqués des « maîtres » de l'économie. La véritable physionomie de cette crise du système se révèle avec plus de force lorsque sont prises en compte la dévastation environnementale, dont les populations les plus fragilisées sont les premières victimes, ainsi que la détresse alimentaire et sanitaire frappant plus de 2 milliards d'êtres humains. A ces calamités s'ajoutent les guerres impérialistes (Irak, Afghanistan, Pakistan) ou instrumentalisées par diverses puissances (Afrique).

Or, à Davos, en janvier 2010, les authentiques responsables de cette crise multifacée se proposent de débattre, de « l'état du monde », pour « le repenser, le redessiner et le reconstruire ». Voilà, tout d'abord, un aveu sur l'état de leur monde. Ensuite, est exposée de la sorte l'arrogance de ceux qui, l'ayant conduit à la catastrophe, prétendent le « relooker » selon leurs intérêts morbides. Ce qu'ils démontrent, dès aujourd'hui. □ En effet, leur « réponse » à la crise n'est autre que l'accentuation des diverses formes d'exploitation et d'oppression. Car ce capitalisme mondialisé – reposant sur l'appropriation privatisée de la richesse, sur la tyrannie mondialisée de la marchandisation et sur la concurrence entre firmes géantes – ne peut pas être séparé d'un système articulé de domination et d'atteintes aux droits fondamentaux des êtres humains et de peuples entiers.

Or, aujourd'hui, un autre monde se pense, se dessine, se construit au travers des résistances, des luttes, des refus et des contre-propositions qui débouchent, même de manière embryonnaire, sur la question d'un autre gouvernement du monde, radicalement et effectivement démocratique. Donc mettant en question l'usurpation oligarchique de la planète. □ C'est à celles et ceux qui en sont les acteurs que l'Autre Davos veut donner la parole. Et, ainsi, bâtir un véritable forum, un lieu de réunion et de débats où puissent se rejoindre : des hommes et des femmes inventant un nouveau syndicalisme apte à prendre en charge les diverses facettes de l'exploitation et de l'oppression ; des immigré-e-s d'Europe ou des Etats-Unis luttant pour leurs droits et contre les Etats policiers ; des femmes qui par leurs propres initiatives s'affirment comme les sujets d'une mise en question des systèmes patriarcaux ; des porte-parole des populations du Sud qui s'affrontent à la fois aux puissances impérialistes et aux forces leur déniaient le statut d'acteurs collectifs de leur propre avenir dans leur pays ; les animateurs et animatrices de mouvements contre les guerres, comme celles menées aujourd'hui en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ou encore contre le peuple palestinien.

www.otherdavos.net

Algérie : Meryem Mehdi en est à 45 jours de grève de la faim...

Le problème de Meryem Mehdi, en grève de la faim depuis 45 jours pour protester contre son licenciement abusif par les responsables de la firme British Gas (BG), est loin de connaître sa fin. Après plus de 45 jours de grève de la faim de Meryem Mehdi, les responsables de British Gas au lieu de se pencher réellement sur la résolution de cette affaire, se sont contentés encore une fois de promesse de réintégration.

Yacine Zaid, membre du comité de soutien aux travailleurs algériens CNSTA, indique que les responsables de cette société se contentent toujours de promesses sans prendre d'engagements effectifs : « ... ils se sont contentés de donner une promesse de réintégration ». Meryem Mehdi compte continuer sa grève de la faim jusqu'à l'obtention d'un engagement écrit et des assurances sur l'application de ces promesses. **En ce moment, elle se trouve entre la vie et la mort. Son état de santé se détériore de jour en jour.** Malgré cela, le mutisme des autorités continue d'imposer sa loi face aux revendications légitimes de Meryem.



Plusieurs organisations syndicales internationales ont apporté leur soutien au combat de l'employée et ont saisi par écrit les autorités algériennes sur ce cas de licenciement abusif. L'UGTA, elle n'a engagé aucune action de solidarité ou de soutien avec Meryem Mehdi. Ce n'est pas le cas du SNAPAP (syndicat autonome de l'administration publique) qui a apporté son appui au combat de l'employée de BG, dès le premier jour de sa grève.

Café solidaire des zapatistes

La commande de café Zapatiste a connu un succès grandissant dans l'Union Solidaires ; ce sont 3.455 paquets qui ont été commandés cette année (2.041 en 2009). De nombreuses structures mais aussi des adhérentes et des adhérents se sont impliqués ce qui explique la réussite de cette action de solidarité concrète. L'association Echanges Solidaires qui prend en charge l'achat et l'importation du café nous a envoyé le texte ci dessous.

Le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain), les sans-terres, les sans-voix, les « oubliés de toujours » que sont les Indiens, descendent des montagnes et, au cri de « *ya basta* » (ça suffit !), occupent plusieurs villes du Chiapas, un des Etats du Mexique à plus forte population indienne, très riche en ressources mais où la population est une des plus pauvres du Mexique. L'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) apparaît publiquement pour la première fois et, avec elle, tous les Indiens en lutte réclament la dignité, la justice et la démocratie pour tous, la reconnaissance de leurs droits et de leur culture.

Décidés à construire leur autonomie pacifiquement, sans chercher à prendre le pouvoir, et sur la base d'assemblées communautaires, les zapatistes s'organisent en communes autonomes. De nombreuses réalisations pour la mise en place d'une autonomie solide voient le jour écoles, cliniques, coopératives, transports, agriculture, artisanat – dans une région où la plupart des paysans sont privés des services de base comme l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé.

Aujourd'hui, le mouvement zapatiste représente l'expérience la plus complète de construction d'un système alternatif au capitalisme. Cela, malgré les coups que leur portent l'armée et les groupes paramilitaires formés et entraînés par elle. Alors que le temps passant, les zapatistes sortent petit à petit de l'intérêt médiatique, la solidarité est plus que jamais nécessaire.

Un exemple de solidarité concrète est l'achat du café produit par les coopératives zapatistes. Le café est une des seules choses que les communautés puissent vendre pour acheter ce qu'elles ne peuvent produire. Cette année, à travers l'association Echanges Solidaires, le café importé provient de deux coopératives :



- **Yachil Xojobal Chulchan**, est située dans la zone des Altos, autour de Polhó où ont trouvées refuge de nombreuses personnes chassées de leurs communautés par la violence paramilitaire à la fin des années 1990.
- **Ssit Lequil Lum**, « Les fruits de la Terre Mère » en tzeltal, située dans la région Nord du Chiapas, où sont particulièrement actifs les groupes paramilitaires. Celle-ci n'est pas seulement une coopérative de café mais tente de réunir toutes les productions des communautés pour les répartir au mieux en fonction des besoins.

Au-delà du prix payé aux coopératives, largement supérieur à celui du marché (l'an dernier la coopérative a pu verser à ses membres 1,85 euros pour un kilo de café contre 1,35 sur le marché local), l'intégralité des bénéfices est renvoyée aux Conseils de bon Gouvernement, institutions mises en place par les zapatistes pour coordonner les projets et dont les membres représentent l'ensemble des communautés, afin qu'ils les utilisent en fonction des nécessités les plus urgentes.

Orange licencie au Cameroun

Une négociation pour la mise en place d'une convention collective à Orange Cameroun avait commencé en juillet 2009. Le 7 octobre, le SYNACOM (50% des salarié-e-s de l'entreprise) déposait un préavis de grève, pour entrave à l'exercice du droit syndical et obstruction au processus de négociation de la Convention Collective. Il s'agissait aussi de faire pression sur les négociations pour réclamer le paiement des heures supplémentaires, pas réglées depuis 2007 ; et de dénoncer des assurances sociales bien en dessous de chez MTN, le concurrent, et le non respect des règles pour les promotions.

Après diverses tentatives de négociations restées infructueuses, le SYNACOM appelait à une grève illimitée à compter du 9 décembre. Le mot d'ordre de grève fut levé le 15 décembre avec l'assurance de la direction de rouvrir les négociations sur la Convention Collective. **Aujourd'hui, la direction règle l'addition en lançant une vague de conseils de discipline.**

La fédération SUD PTT apporte tout son soutien aux collègues, demande que la négociation sur la convention collective d'Orange Cameroun trouve une issue permettant aux salarié-e-s de disposer d'une rémunération, de conditions et de temps de travail, justes, équitables et permettant de délivrer un service de qualité à la population.